

# LE PROGRAMME LIBERAL DE 1897

Le parti libéral a fait la campagne électorale de 1897 en promettant de restaurer les finances de la province, de mettre fin aux déficits budgétaires, de ne pas augmenter la dette provinciale sans avoir un revenu suffisant pour faire face à de nouvelles obligations, et d'augmenter, dans la mesure de nos ressources financières, les octrois pour l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique.

Le parti libéral est au pouvoir depuis près de huit ans, et nous pouvons dire avec un légitime orgueil que toutes ces promesses ont été tenues à la lettre.

Chaque année, les recettes ont non seulement suffi à solder les dépenses, elles les ont excédées. Voici un tableau exact du surplus de nos recettes ordinaires sur nos dépenses ordinaires et extraordinaires pour chacune des six dernières années :

|                |              |
|----------------|--------------|
| 1898-1899..... | \$ 22,556.22 |
| 1899-1900..... | 18,192.47    |
| 1900-1901..... | 47,174.56    |
| 1901-1902..... | 24,492.56    |
| 1902-1903..... | 103,712.22   |
| 1903-1904..... | 85,217.30    |

Nous n'avons pas emprunté un seul sou. Bien loin de là, la dette flottante a été diminuée de \$248,375.67, et la dette consolidée de \$543,120.01.

Les gouvernements Marchand et Parent ont aussi augmenté les subsides de la colonisation, de l'agriculture et de l'instruction publique. Il me suffira de citer quelques chiffres des comptes publics pour vous le démontrer.

Ainsi, les chemins de colonisation nous ont coûté \$130,000 pendant l'année fiscale 1903-04; ils nous avaient coûté \$110,000 pendant l'année fiscale 1895-1896. C'est une augmentation de près de 20 pour cent.

En 1904, nous avons dépensé \$247,000 pour l'agriculture; la dépense de 1896 ne s'élevait qu'à la somme de \$173,912. C'est une augmentation de plus de 40 pour cent.

Enfin, en 1904, nous avons payé \$463,390 comme octroi à l'instruction publique, tandis que l'octroi de 1896 n'a été que de \$370,260. C'est une augmentation de \$93,130, de 25 pour cent.

Ces augmentations n'ont pas été, sans doute, aussi considérables que les auraient désirées les deux gouvernements qui se sont succédé depuis 1897; elles marquent cependant un progrès sensible, si l'on veut bien tenir compte de l'exiguité de nos ressources pécuniaires.